

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

**CNUCED Projet 1415P:  
Renforcement des capacités dans les secteurs pétrolier  
et minier dans les économies des pays de la CEEAC**

**Atelier de formation sur l'implication du secteur privé  
dans les activités pétrolières et minières au Tchad**

N'Djaména, Tchad, 6-8 décembre 2016

**Situation du marché de l'emploi au Tchad**

Présentation faite par:

M. Sindang Teria,  
Directeur Général Adjoint de l'Administration du Travail, Ministère de la Fonction  
Publique, de l'Emploi chargé du dialogue social et  
Conseil National du Patronat du Tchad, République du Tchad

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la CNUCED.

# SITUATION DU MARCHE DE L'EMPLOI AU TCHAD

## Plan de présentation

- I. INTRODUCTION
- II. ETAT DES LIEUX
- III. EMPLOI DES JEUNES : UN DEFI
- IV. DISPOSITIF NATIONAL DE PROMOTION D'EMPLOI
- V. ACTIONS EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES JEUNES
- VI. FAIBLESSES ET CONTRAINTES
- VII. OPPORTUNITES
- VIII. CONCLUSION

## I. INTRODUCTION

Le marché de l'emploi, c'est tout ce vaste espace auquel aspire la population active d'un pays à y exercer un métier.

L'emploi existe partout, mais il faut aller le chercher. Mais, comment et de quelle manière?

## II. ETAT DES LIEUX

- Au Tchad, la population en âge de travailler est estimée à 6000.000 de personnes, dont 1.276.000 personnes occupées ;
- Le secteur primaire, qui représentait 95% de la population active avec une dominance des activités agro-Sylvio-pastorales (agriculture, pêche et élevage), n'en regroupe aujourd'hui que 72% à cause de l'exode rural vers les centres urbains ;
- Le taux de chômage est de 22% et touche généralement la classe d'âge comprise entre 15 et 30 ans ;
- Avec un taux de croissance rapide de l'ordre de 3,5%, la population qui est estimée à 11.175.000 habitants (recensement général de la population 2009) devrait atteindre 23.000.000 en 2030 ;
- Le secteur secondaire, peu dense et peu diversifié, est essentiellement constitué par les entreprises agroalimentaires (brasserie, cigarette, sucre) et les unités de transformation du coton (coton fibre, huilerie, savonnerie) ;
- Le secteur tertiaire occupe près du quart des actifs : le commerce, le transport et l'artisanat, largement informels, représentent aujourd'hui la moitié de la valeur ajoutée ;
- Le chômage (surtout des jeunes) a surgi à partir de 1990 avec la limitation des recrutements des jeunes à la fonction publique aux seuls secteurs prioritaires (Education Nationale, Santé Publique et Affaires Sociales). Ce chômage en augmentation croissante (avec un taux estimé à 5,7%) est la résultante de l'inadéquation entre le système d'enseignement général, professionnel et technique et les besoins du marché du travail ;
- La fonction publique, naguère la plus grande pourvoyeuse du marché du travail, emploie environ 63.000 agents civils de l'Etat (fonctionnaires et contractuels), soit 1% de la population active, alors que plus de 47.000 dossiers d'intégration sont enregistrés et en souffrance dans ses archives, toutes filières confondues;
- Le secteur privé, sur 30.761 entreprises formelles identifiées, dont 8500 enregistrées à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) pour 161.188 salariés

cotisants. Cette situation doit être revue avec la chute du prix du baril du pétrole sur le marché mondial ayant des conséquences sur les travailleurs déjà occupés. Récemment :

- a. 2050 travailleurs du secteur pétrolier sont licenciés ;
- b. 2000 travailleurs des entreprises des BTP et hôtellerie sont mis au chômage technique.

### III. EMPLOI DES JEUNES: UN DEFI

- La grande majorité des jeunes est très peu qualifiée. Les diplômés sans emploi ou chômeurs à la sortie des études se trouvent confronter à la limitation du marché du travail formel.
  - L'emploi des jeunes constitue donc pour le Tchad une préoccupation majeure et un enjeu central.
  - les opportunités et les perspectives économiques et les systèmes éducatifs ne répondent pas aux besoins immenses soulevés en milieu rural comme urbain.
  - Le sous-emploi reste très important en zone rurale où vivent 8 tchadiens sur 10.
  - L'économie informelle, deuxième pourvoyeuse d'emplois après l'agriculture, la pêche et l'élevage est alimentée par un exode rural massif des jeunes à la recherche des emplois de la campagne vers les centres urbains. Mais, cette main- d'œuvre majoritairement non qualifiée est formée sur le tas.
  - Il est difficile d'avoir une vision claire de la situation actuelle du marché du travail au Tchad. Cela est dû en l'absence d'un système d'informations et de collecte de données qui puissent fournir des statistiques fiables.
  - Il existe des données parcellaires fournies par les services publics et privés intervenant dans la promotion de l'emploi, mais qui ne donnent pas une image objective.
  - La promotion de l'emploi pour les jeunes, femmes et d'autres groupes vulnérables se heurte à de nombreux défis qui tiennent au niveau de l'environnement institutionnel, au niveau des jeunes eux-mêmes, au niveau de la structuration et au niveau des recherches.
1. Au niveau de l'environnement :
    - Absence d'une vision partagée de promotion de l'emploi des jeunes ;
    - Le faible niveau de connaissances sur la problématique de l'emploi des jeunes ;
    - La faiblesse du système des formations professionnelles et techniques ;
    - Les difficultés de financement des initiatives.
  2. La faible employabilité des jeunes :
    - L'absence des compétences techniques et professionnelles en liaison avec les besoins du marché du travail ;
    - La faible culture entrepreneuriale ;

- Les faibles capacités managériales des jeunes entrepreneurs.

3. L'absence de structuration et d'accompagnement :

- L'accès limité à l'information sur les opportunités d'affaires.

#### **IV. DISPOSITIF NATIONAL DE PROMOTION D'EMPLOI**

1. Au plan institutionnel

Plusieurs acteurs tant publics que privés interviennent de façon limitée dans la promotion de l'emploi des jeunes au Tchad :

1.1. Au niveau des Ministères

- Fonction Publique, Emploi, Chargé du Dialogue Social ;
- Formation Professionnelle et Développement des Métiers ;
- Education Nationale ;
- Production, Irrigation et Equipements.

1.2. Au niveau des établissements publics/parapublics :

- Fonds national d'appui à la jeunesse ;
- Office national pour la promotion de l'emploi ;
- Fonds national d'appui à la formation professionnelle ;
- Observatoire de l'éducation, de la formation et de l'emploi ;
- Chambre de commerce et de l'industrie et de l'artisanat.

1.3. Au niveau des partenaires sociaux

- Conseil national du patronat tchadien
- Syndicats.

1.4. Au niveau des organisations de la société civile

- Groupements et association des jeunes ;
- Organisations non gouvernementale

#### **V. ACTION EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES JEUNES**

L'emploi est au centre des préoccupations du gouvernement et des partenaires pour l'insertion des jeunes. Certaines actions méritent d'être menées à tous les niveaux :

1. L'adoption et la mise en œuvre de la politique nationale et de la formation professionnelle qui intègre les dimensions suivantes :

- Le développement et la diversification des formations professionnelles qualifiantes aux emplois et leur mise en adéquation de l'offre de formation avec les besoins de l'économie nationale ;
- Le renforcement des capacités des centres de formation professionnelle et du perfectionnement ;
- La mise en place des fonds pour l'apprentissage, la formation et le perfectionnement ;
- La formation des jeunes à l'entrepreneuriat.

#### **VI. REALISATIONS**

**a. Au titre de l'ONAPE**

- Le programme de l'auto emploi par l'octroi de micro crédit : de 2010 à 2014, plus de 2000 emplois sont créés ;
- Le programme d'Aide aux Diplômés Sans Expérience (PADE) : de 2012 à 2014 : 271 jeunes ont été recrutés ;
- Le Programme d'octroi de crédit agricole : de 2012 à 2014, plus de 2000 ont été installés.

**b. Au titre du FONAJ**

- Le soutien des initiatives des jeunes dans leur insertion socioéconomique et professionnelle : 3235 jeunes formés et 206 projets financés.

**c. Au titre du FONAP**

- De 2012 à 2014 : plus 10.000 jeunes ont été formés à travers des projets collectifs

**VII. FAIBLESSES/CONTRAINTES**

- Les politiques sectorielles n'ont pas pu intégrer tôt la dynamique d'emplois ;
- La faible capacité aussi bien humaine que matérielle des structures chargées de la formation professionnelle ;
- L'absence de moyens de contrôle des programmes et de certification du processus de formation professionnelle en vue de la validation des diplômes ;
- Le déficit de coordination, de contrôle et d'orientation de différentes stratégies et programmes ;
- Fermetures des entreprises pétrolières ;
- Licenciement massifs des travailleurs des bâtiments et travaux publics.

**VIII. OPPORTUNITES DE CREATION D'EMPLOIS**

Les filières:

- Céréales
- Riz
- Coton
- Elevage
- pêche
- Artisanat;
- Gomme arabique
- Etc.

**VIII. CONCLUSION**

La situation de l'emploi qui vient sommairement d'être présentée reste un défi majeur à relever.

Les jeunes constituent les principaux moteurs et acteurs de développement du pays, alors que le chômage va grandissant.

Les opportunités d'emploi existent partout, mais il faut des actions cohérentes à tous les niveaux par la diversification des dispositifs d'insertion professionnelle :

- Formation professionnelle ;
- Apprentissage ;
- Entrepreneuriat ;
- Renforcement des capacités des institutions ;
- Mise en adéquation offre de formation et besoins de l'économie du pays.